

**SeFaFi**

**SEHATRA FANARAHHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA**  
**Observatoire de la Vie Publique**

Lot III M 33 K Andrefan'ambohijanahary, Antananarivo 101

Tél. 032 59 761 62 Email : [sefafi@gmail.com](mailto:sefafi@gmail.com) Site Web : [www.sefafi.mg](http://www.sefafi.mg)

---

## **Les enjeux du recensement**

Le SeFaFi a commencé à s'informer en mai 2017 sur le 3<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitat (plus connu par son sigle RGPH3), mais ses demandes n'ont pas abouti. Ce Recensement qui est le troisième du genre depuis l'indépendance, vient donc d'être lancé officiellement. Sa phase la plus lourde et la plus visible pour la population, le dénombrement proprement dit, a lieu du 18 mai au 10 juin 2018. Les opérations ont commencé par la numérotation des bâtiments du 18 au 24 mai 2018, et se poursuivent par le dénombrement exhaustif et simultané de la population et des ménages du 25 mai au 10 juin 2018.

Le premier recensement national a été réalisé en 1975 et le second en 1993. Le système des Nations Unies recommande un rythme décennal que, pour diverses raisons, Madagascar n'a pas su respecter.

Le troisième recensement, objet d'un décret pris en 2003, avait été planifié pour démarrer début 2004. Mais les opérations de dénombrement prévues pour 2009 n'ont pu être réalisées à cause de la crise politique.

L'actuel recensement a fait l'objet du décret n° 096-2015 du 10 février 2015, complété par l'arrêté n° 14 186/2015 du 15 avril 2015. Programmé initialement pour octobre 2017<sup>1</sup>, il a débuté le 18 mai dernier.

Apparemment, l'insuffisance de financement a pu être comblé. Mais sur le terrain, la majorité des agents recenseurs fait état de retards presque intolérables pour certains, dans le paiement de leurs indemnités. Ils communiquent d'ailleurs entre eux sur ces problèmes en exploitant à leur façon les réseaux sociaux, plusieurs pages Facebook RGPH3 ayant été ouvertes. Il avait été annoncé que les agents auraient une tenue spéciale leur permettant d'être facilement identifiés par la population ; or jusqu'à présent la plupart n'en ont pas eue. Par ailleurs, ils recueillent les informations en écrivant sur des cahiers d'écolier, ce qui est parfaitement archaïque pour notre époque.

Dans la meilleure des configurations, les organisateurs locaux et leurs agents recenseurs, ont fait alliance avec les responsables communaux et surtout ceux des *Fokontany*, alors même que ces derniers ont été mis à l'écart pour des raisons incompréhensibles.

L'information de la population est très inégale à travers le pays, en plus d'être perturbée par l'actualité politique, de sorte qu'on est vraiment loin d'une appropriation populaire de ce recensement. Il a même été signalé des incidents de rejet qui, avec l'insécurité ambiante, pourraient facilement devenir violents.

---

1. Le dépliant, que l'on peut voir sur le site [www.instat.mg/supports-rgph-3/](http://www.instat.mg/supports-rgph-3/), consulté à la date du 30 mai 2018, indique toujours la date du 8 octobre 2017 pour le démarrage des opérations de dénombrement !

Le Ministre de tutelle a annoncé que 45.000 personnes ont été mobilisées. Or en faisant le total des chiffres présentés sur le site web de l'INSTAT<sup>2</sup> et en y ajoutant approximativement 500 cadres de l'INSTAT, on arrive à un total d'un peu plus de 36.000 personnes. La différence de 9000 est quand même significative. D'où vient l'erreur ?

Il faut féliciter les responsables politiques et les PTF (Partenaires techniques et financiers), qui ont réussi à déconnecter complètement le RGPH3 des opérations de validation des listes électorales. Pourtant, l'audit du fichier électoral réalisé par l'OIF en 2017 se réfère aux estimations statistiques démographiques de l'INSTAT<sup>3</sup> ; et l'une des raisons d'être du RGPH3 mentionnée sur le site web et dans le dépliant de présentation est de « servir de base au renouvellement et à l'informatisation de la liste électorale en fournissant les données actualisées de la population en âge de voter »<sup>4</sup>.

#### *Quatre facteurs d'incertitude*

Le RGPH est un évènement d'une importance capitale pour la gouvernance et les politiques publiques. Mais lui accorde-t-on l'importance qu'il mérite ? Pour ce type d'opération qui doit associer la population, la qualité et la cohérence de la communication sont un facteur-clé de succès et auraient dû être nettement améliorées. Mais a-t-on choisi l'agence de communication selon les critères et les règles appropriées ?

Un autre élément de réussite consiste à conjuguer la compétence avec la forte motivation des agents de recensement et de leur encadrement. A-t-on procédé avec professionnalisme au recrutement des agents à tous les niveaux ? Leur formation a-t-elle été performante ? Pourquoi les retards dans leur indemnisation, et des moyens de travail d'une autre époque ?

Une troisième condition de succès qui a été minimisée est l'instauration d'une méthodologie rigoureuse et homogène, tant au niveau de la collecte que de la restitution et du traitement des données.

Une dernière source d'inquiétude tient à la faible implication des administrations locales, dans les communes et surtout dans les *fokontany*. Quelle stratégie et quelles tactiques ont été mises en œuvre pour impliquer leurs responsables ? En nombre d'endroits, ils ont adopté une posture de spectateurs, parfois mêlée d'hostilité !

#### *Repenser l'appareil statistique*

Le renforcement des capacités de l'INSTAT fait partie des objectifs de ce recensement. Le Service Statistique Général (SSG), ancêtre de l'INSTAT, a été créé en 1947 et rattaché au ministère chargé des Affaires économiques. En 1967, le SSG est devenu l'Institut National de la Statistique et de la Recherche Économique (INSRE). Puis l'institution prend de l'importance en 1985, en devenant la Banque des Données de l'État (BDE) rattachée à la Présidence. En 1995, la BDE devient l'Institut National de la Statistique (INSTAT), dont le statut est celui d'un Etablissement Public à caractère Industrielle et Commerciale (EPIC) à partir de

---

2. [www.instat.mg/rgph-3-madagascar/mobilisation-des-ressources-humaines/](http://www.instat.mg/rgph-3-madagascar/mobilisation-des-ressources-humaines/) consulté à la date du 30 mai 2018.

3. [www.cenimadagascar.mg/wcontent/uploads/2016/05/Rapport\\_audit\\_fichier\\_Madagascar\\_-V-finale.pdf](http://www.cenimadagascar.mg/wcontent/uploads/2016/05/Rapport_audit_fichier_Madagascar_-V-finale.pdf)

4. [www.instat.mg/rgph-3-madagascar/](http://www.instat.mg/rgph-3-madagascar/) consulté le 30 mai 2018.

1998. À partir de cette période, dès qu'il n'y a plus suffisamment de financement par projet<sup>5</sup>, l'INSTAT a un budget déficitaire qui ne lui permet pas d'investir ni d'assurer la formation continue de ses agents<sup>6</sup>. Et à certains moments, l'Institut éprouve des difficultés à payer son personnel, à acheter des fournitures de bureau, et même à mettre des locaux convenables à disposition de ses démembrements régionaux.

Rappelons qu'un Comité de Coordination des Informations Statistiques et Économiques (CCISE) a été créé en 1969 pour optimiser l'appareil statistique national et centraliser les résultats des enquêtes menées par d'autres dans différents domaines (ministères, secteurs privés, universités, ONG ou PTF tels que Banque mondiale, FMI, PNUD, UNICEF, BIT, OMS, UNESCO, etc.). Présidé par le Premier Ministre, ce Comité n'a toujours rien produit de tangible depuis sa création...

Pour essayer d'amener ses performances à un niveau correct, qui corresponde aux normes internationales, le recensement aurait pu permettre de renforcer la capacité institutionnelle et technique de l'INSTAT. Mais a-t-on fait le bon diagnostic et appliqué les bonnes méthodes pour le développement institutionnel et le renforcement organisationnel de cet institut ? Plusieurs projets financés par les PTF sont en cours ou en vue, pour renforcer notre appareil statistique<sup>7</sup>. Il faudrait peut-être se reposer ces questions. À défaut, il faut souhaiter que les résultats du recensement soient suffisamment fiables et exploitables, et contribuent à améliorer la gouvernance et les politiques publiques.

Antananarivo, 2 juin 2018

---

5. Projet du genre MADIO bien connu, Madagascar Dial Instat Orstom, etc.

6. Un dispositif assez performant de formation initiale et continue de statisticiens a été mis en place au niveau africain, dont nos experts nationaux ne profitent pas suffisamment.

7. Ainsi le *Projet de Renforcement des Capacités Statistiques (STATCAP), 2017-2022*, financé par un prêt de la Banque mondiale d'un montant de 30 millions de dollars US, ou encore le *Pan African Statistics Programme*, lancé en 2016 et financé par la Commission Européenne à hauteur de 6,5 millions d'euros pour soutenir l'intégration africaine à travers la production de statistiques de qualité permettant de faciliter la prise de décision.